

ARRÊTÉ
portant abrogation des arrêtés préfectoraux de mise en demeure
des 26 novembre 2021 et 9 septembre 2022
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société CALIPSO à OISEMONT

LE PRÉFET DE LA SOMME
LE CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu les actes antérieurement délivrés à la société CALIPSO dont le siège social est situé 86 boulevard de la République à ABBEVILLE (80100), pour l'établissement qu'elle exploite rue Jean Jaurès à OISEMONT, et notamment l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2021 mettant en demeure la société CALIPSO de respecter les dispositions des articles 8, 9.B3 et 13 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2014 et les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé, pour les installations qu'elle exploite à OISEMONT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2022 mettant en demeure la société CALIPSO de respecter les dispositions de l'article 9.C de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2014 pour les installations qu'elle exploite à OISEMONT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 9 avril 2024 transmis à l'exploitant par courriel du 15 juillet suivant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. la société CALIPSO a été mise en demeure, le 26 novembre 2021, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues par les articles 8, 9.B3 et 13 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2014 et les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé, pour les installations qu'elle exploite sur le site précité qui prévoit que « (...) Le permis de feu inclut également l'enregistrement d'une visite d'inspection au minimum deux heures après la fin des travaux. » (article 8), « L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place. » (article 9.B3), « Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés ... » (article 13 de l'arrêté préfectoral), « (...) Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières (article 13 de l'arrêté ministériel) » ;
2. au cours de la visite d'inspection du 28 avril 2022, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait transmis les éléments nécessaires permettant de lever les prescriptions des articles 2, 4 et 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2021 susvisé ;
3. au cours des visites d'inspection des 21 février 2023 et 9 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en place les actions correctives et transmis les éléments nécessaires permettant de lever les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2021 susvisé ;
4. compte-tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 novembre 2021 peuvent être abrogées ;
5. la société CALIPSO a été mise en demeure, le 9 septembre 2022, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues par l'article 9.C de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2014 susvisé pour les installations qu'elle exploite sur le site précité qui prévoit que « (...) L'exploitant doit tenir à la disposition des installations classées un rapport annuel constitué des pièces suivantes : (...) - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques (...) » ;
6. au cours de la visite d'inspection du 9 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives et transmis les éléments nécessaires permettant de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2022 susvisé ;
7. compte-tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 septembre 2022 susvisé peuvent être abrogées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 26 novembre 2021 et 9 septembre 2022 délivrés à la société CALIPSO pour les installations qu'elle exploite rue Jean Jaurès à OISEMONT sont abrogées.

ARTICLE 2. PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Somme pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif d'AMIENS, 14 rue Lemerchier à AMIENS (80000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

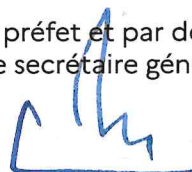
Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CALIPSO.

AMIENS, le 29 JUIL. 2024

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

A blue ink signature, appearing to be 'Emmanuel MOULARD', is written over the text 'le secrétaire général'.

Emmanuel MOULARD